

ZIMBABWE

Annan exhorte les dirigeants africains à s'impliquer urgemment

L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a vivement recommandé hier aux dirigeants africains d'intervenir urgemment pour tenter de résoudre la crise électorale au Zimbabwe, en avertissant qu'elle représenterait une menace pour les pays voisins.

«Il y a eu une forte attention internationale et la question suivante a été posée : où sont les Africains, où sont les leaders des pays de la région, que font-ils, quelle aide peuvent-ils apporter ? » a déclaré M. Annan devant des journalistes à Nairobi.

«C'est une situation plutôt dangereuse, c'est une

crise sérieuse qui a un impact au-delà du Zimbabwe. Nous avons vraiment la responsabilité de travailler avec eux pour trouver une solution viable », a-t-il ajouté.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) s'étaient longue-

ment réunis dimanche dernier à Lusaka pour évoquer la crise zimbabwéenne. Mais leur sommet extraordinaire ne s'estait conclu que par un appel à la publication «diligente» des résultats de l'élection présidentielle du 29 mars au Zimbabwe.

Kofi Annan, médiateur de l'Union africaine dans la crise kényane, a assisté à Nairobi à la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement de coalition kényan. A la question de savoir s'il interviendrait éventuellement comme

médiateur dans la crise zimbabwéenne, M. Annan a répondu : «Personne ne m'a invité à aller au Zimbabwe».

Il a indiqué avoir eu vendredi des entretiens avec des leaders d'opposition zimbabwéens à Nairobi. Au Zimbabwe, «j'aurais aimé voir une action du type de celle menée au Kenya — au moment où je suis arrivé ici (à Nairobi, ndr), plusieurs personnes (des leaders africains) essayaient d'aider», a-t-il souligné. «Les leaders africains ont joué un rôle ici (au Kenya) et je

pense qu'ils peuvent jouer un rôle semblable dans d'autres crises sur le continent», a-t-il insisté.

L'équipe de médiation d'Annan au Kenya avait inclut l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa et Graca Machel, épouse de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela.

L'issue de la présidentielle au Zimbabwe, entre Robert Mugabe, 84 ans, qui brigait un 6^e mandat, et le leader du MDC Morgan Tsvangirai, 56 ans, n'a toujours pas été annoncée.

Trois semaines après les élections générales, un nouveau comptage partiel des votes a débuté hier.

L'opposition zimbabwéenne et plusieurs commentateurs ont critiqué le président sud-africain Thabo Mbeki et les dirigeants d'Afrique australe pour la faiblesse de leur réaction. Jeudi, M. Tsvangirai a récusé M. Mbeki comme médiateur dans cette crise, estimant qu'il devait être relevé de ses fonctions.

IRAN

Des responsables religieux critiquent la politique économique d'Ahmadinejad

Trois hauts responsables religieux iraniens ont critiqué le président Mahmoud Ahmadinejad pour sa politique économique qui a entraîné une forte hausse de l'inflation, a rapporté hier la presse iranienne.

«Nous rejetons les problèmes et les erreurs sur les autres. Afin de nous déclarer innocents, nous accusons les autres», a déclaré l'ayatollah Mohammad Reza Mahdaviyani, cité par le journal réformateur *Aftab-é*

Yazd. L'ayatollah Mahdaviyani, un conservateur qui fut notamment Premier ministre de la République islamique en 1981, est membre de l'Assemblée des experts qui supervise les activités du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le programme économique du président ultraconservateur Ahmadinejad est également la cible des critiques de deux autres éminents religieux, cités par *Aftab-é Yazd*. «De plusieurs

coins de la nation, on peut entendre les plaintes contre les prix élevés et l'inflation, notamment dans le secteur du logement où le cri du peuple est plus fort», a estimé le Grand ayatollah Nasser Makarem Shirazi.

«Parfois, ils (partisans du gouvernement, ndr) pensent que si nous en parlons (de la situation économique), cela affaiblit le gouvernement, mais c'est faux (...) Si les problèmes économiques ne sont pas résolus, nous aurons des problèmes

politiques et culturels», a ajouté le religieux conservateur. «Les hausses de prix récentes ne sont pas des slogans, elles sont ressenties par toute la société», a déclaré, pour sa part, le grand ayatollah Abdolkarim Mossavi Ardebili, un modéré qui fut un temps chef de la Justice. Elu en juin 2005 sur un programme de «justice sociale», Mahmoud Ahmadinejad s'est engagé dans une politique d'injection massive d'argent, grâce aux revenus pétroliers, pour

financer des projets d'infrastructures locaux, provoquant une hausse du volume des liquidités et entraînant une hausse de l'inflation. Selon les chiffres officiels, l'inflation a atteint 18,4% au cours des douze derniers mois, mais des experts économiques estiment qu'elle dépasse en réalité largement les 20%, en raison notamment de l'injection massive de pétrodollars dans l'économie. Le président iranien, qui a remplacé ces derniers mois

presque tous les ministres liés à l'Economie, rend régulièrement responsable de l'inflation les «ennemis de l'intérieur» et les campagnes médiatiques de ses opposants. Jeudi, il les a accusés de contrôler une mafia économique et de l'empêcher d'appliquer son programme économique. Sans les nommer, Mahmoud Ahmadinejad visait les proches de l'ancien président conservateur, Akbar Hachemi Rafsandjani.

EGYPTE

La police disperse des manifestants dans une oasis du désert

La police égyptienne a dispersé hier à l'aide de gaz lacrymogènes, quelque 5 000 habitants de l'oasis de Bahariya, dans l'ouest du pays, qui protestaient contre le transfert de leur localité à une autre entité administrative, a indiqué un responsable de la sécurité. «Quelque 5 000 manifestants sont descendus dans les rues, hurlaient et brûlaient des pneus dans Bahariya. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule», a déclaré à l'AFP un responsable de la sécurité.

«Au moins 15 personnes ont été arrêtées», selon la même source.

Les habitants des villages de cette oasis, située à 400 km à l'ouest du Caire, contestent un décret présidentiel publié jeudi qui transfère l'autorité administrative de l'oasis de la région de Gizeh à celle de Menya, plus au sud et plus désertée.

Cette décision contraint les habitants à parcourir 600 km pour se rendre dans les administrations de Menya, soit le double que pour aller à Gizeh.

Ce remaniement survient après la création de deux nouvelles régions, celle du Six octobre et celle de Helwan.

NOUVEL ENTRETIEN CARTER / HAMAS

Trêve et libération d'un Israélien discutées

L'ex-président américain Jimmy Carter et le chef du mouvement islamiste palestinien Hamas, Khaled Mechaâl, ont eu hier à Damas une nouvelle entrevue sur l'instauration d'une trêve entre Israël et Gaza et la libération d'un soldat israélien détenu par des Palestiniens.

Selon le Hamas, ils ont examiné «en détail» des propositions présentées par leurs délégués qui s'étaient entretenus dans la nuit après une première rencontre de plus de quatre heures entre M. Carter et Mechaâl, vendredi soir, dans la capitale syrienne. Les deux hommes sont convenus que le Hamas fournira sa réponse ultérieurement à M. Carter, selon le mouvement islamiste.

L'ex-président américain est arrivé vendredi à Damas où est basé le chef en exil du puissant mouvement islamiste dans le cadre d'une tournée dans la région axée sur les efforts de paix. M. Carter a réclaté des gestes de «bonne volonté» du mouvement palestinien envers

Israël, a affirmé à l'AFP un haut responsable du Hamas, Mohammad Nazzal. Il a proposé «une trêve» entre Israël et le Hamas qui contrôle la bande de Gaza, «un échange de prisonniers» qui comprendrait le soldat israélien Gilad Shalit, «la levée du blocus» imposé à Gaza, et une solution concernant «le point de passage de Rafah». Le caporal franco-israélien Shalit, 21 ans, a été enlevé le 25 juin 2006 en territoire israélien à la lisière de la bande de Gaza par trois groupes armés palestiniens, dont le Hamas, qui contrôle le territoire depuis son coup de force contre l'Autorité palestinienne en juin 2007.

Le terminal de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Egypte, est fermé quasiment en permanence depuis juin 2006. Israël impose un blocus à Gaza depuis le 17 janvier en riposte aux tirs de roquettes sur son territoire.

Le projet de rencontre de M. Carter avec les responsables du Hamas avait suscité de vives critiques de la part d'Israël et des Etats-

Unis qui considèrent ce mouvement comme une organisation terroriste.

Le mouvement radical par contre s'est dit «satisfait». La visite de Jimmy Carter «montre l'échec de la politique de blocus et d'isolement imposée» au Hamas, a affirmé M. Nazzal.

La rencontre «sera une occasion pour le Hamas de clarifier ses positions et lui permettra de briser la politique d'isolement imposée par les Etats-Unis, Israël et d'autres parties», s'était félicité un porte-parole du groupe, Sami Abou Zouhri.

Un analyste palestinien a estimé sous couvert de l'anonymat que M. Carter, prix Nobel de la paix en 2002, tenait compte dans ses propositions «des appréhensions sécuritaires d'Israël. Il veut éviter les tirs de roquettes sur l'Etat hébreu, pousser à des négociations entre les deux parties», a-t-il commenté, estimant qu'il était «déraisonnable d'ignorer le Hamas». Le Hamas répondra positivement aux demandes de M. Carter,

mais «pas à n'importe quel prix. L'intérêt du peuple palestinien doit être pris en compte», a assuré M. Nazzal. «Libérer le soldat Shalit sans contrepartie est hors de question. Rien n'est gratuit. Les Israéliens doivent donner quelque chose», a-t-il dit. Gilad Shalit sera «immédiatement» relâché si Israël libère des prisonniers palestiniens, selon une liste fournie par le Hamas, avait affirmé vendredi du Caire un responsable du mouvement islamiste Mahmoud Zahar, cité par l'agence officielle égyptienne Mena. Le Hamas ne reconnaît pas l'existence d'Israël, prône la lutte armée pour libérer les territoires occupés et a revendiqué des attentats meurtriers anti-israéliens. Cinq activistes palestiniens ont été tués et douze soldats israéliens blessés dans une nouvelle flambée de violence hier à Gaza, où le Hamas a lancé une série d'attaques, dont des attentats suicide à la voiture piégée, contre un point de passage contrôlé par Israël.